

Intervention Emancipation : réprimés de melle & "Grenelle des professeurs"

Avant d'aller sur deux points, je commencerai par rappeler une réalité : hier en Kanaky / Nouvelle-Calédonie, le vote pour l'indépendance n'est pas passé très loin des 50%, ce qui était presque inimaginable il y a quelques années. Cela prouve que la question de l'élimination des séquelles du colonialisme progresse dans les consciences.

J'en viens à deux questions, assez éloignées l'une de l'autre en apparence mais qui posent chacune à leur manière un problème d'actualité. Et ce problème, la capacité du syndicalisme, et pour ce qui nous concerne la FSU, à impulser des mobilisations dépassant le seul niveau local de l'école, de l'établissement, du service. En effet depuis plusieurs mois les organisations syndicales dont la FSU communiquent beaucoup, interpellent le pouvoir, font connaître des revendications... cela est utile car il y a une vraie attente des personnels, mais cela ne suffit pas et nous le savons bien. La question qui nous est posée, est de reprendre le chemin de l'action, de la manifestation et de la grève, des AG... et de créer les conditions pour cela. C'est le seul moyen de faire vraiment reculer ce gouvernement. Et force est de constater que le 17 septembre n'a pas constitué une étape en ce sens.

De ce point de vue, nous devons être attentif / attentives à deux échéances :

1) la mobilisation pour les collègues de Melle : bien entendu, en soi cette mobilisation est pleinement justifiée, et à ce titre elle doit tendre à prendre de plus en plus un écho national, et les rassemblements qui s'annoncent dans un certain nombre de départements (dont le mien) sont un élément encourageant. Mais de plus, dans le contexte actuel on sait que certaines initiatives peuvent aussi constituer un "déclat" pour la mise en action des personnels, et revêtir une portée inattendue au départ... et pour Emancipation il est important que la Fédération fasse le maximum en ce sens. Cette remarque vaut aussi pour d'autres militants comme Gaël Quirante de Sud-PTT 92, sur lequel Olivier Vinay a attiré l'attention du BDFN.

2) le "Grenelle des professeurs" : je ne reviens pas ici sur certains de nos débats à ce sujet, notre position n'a pas varié concernant la participation des organisations syndicales à ce dispositif, et ce que je dirai ne doit pas être interprété comme un changement de position.

Puisque le choix a été fait d'y participer, je rappelle que Blanquer entend toujours opérer une transformation des métiers dans le sens de la déréglementation : en ce sens les personnels y jouent gros, mais la FSU aussi si les personnels ont l'impression qu'elle aurait pris une responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail survenant suite au "Grenelle".

Dans la situation actuelle, il est donc impératif que la FSU réfléchisse à un double dispositif :

- à un dispositif d'information : il est très important d'agir dans la transparence, de faire savoir aux personnels où en sont les discussions, quelles sont les mesures prévues et alerter sur les dangers. Cela nécessite aussi une parole fédérale (et pas chaque syndicat national dans son coin), "politique" et pas seulement technique.

- à un dispositif de mobilisation : j'ose espérer que nous sommes encore dans un syndicalisme pour qui le facteur décisif pour obtenir une avancée ou empêcher une régression, c'est le rapport de forces obtenu par la mobilisation des personnels. Sur un sujet pareil, auquel les personnels seront très sensibles, il est donc indispensable de réfléchir à une mobilisation nationale pour faire échec aux mauvais coups du pouvoir qui surviendront. Et dans cette optique, il est important aussi de réfléchir à des formes d'expression et d'actions syndicales unitaires pour faciliter les nécessaires mobilisations.

On a des discussions sur le "Grenelle", mais nous avons aussi un secteur où les discussions sont plus avancées et où le marché de dupes (échange "revalorisation" / accompagnement de la politique gouvernementale) est encore plus net, c'est le Supérieur : de notre point de vue, les éléments que nous avons à notre disposition montrent que la FSU ne doit pas signer ce protocole sur la "revalorisation".

Intervention Emancipation sur la situation générale

Il y a visiblement aujourd'hui un large accord sur l'impératif de construire une action rapide, mais il y a nécessité d'apporter des réponses sur plusieurs éléments :

- sur l'aspect sanitaire : est-il suffisant de réclamer que dans les zones d'alerte maximale on se préoccupe enfin des personnels "sensibles" ? C'est sur l'ensemble des zones qu'il faut le faire, et le revendiquer. Il ne faut pas cesser de questionner les protocoles sanitaires, et leur affaiblissement constant.

- j'ai envoyé les éléments concernant la mobilisation en solidarité avec Gaël Quirante sur la liste Internet du Bureau national. Concernant les 4 collègues de Melle, les propositions de l'exécutif nationales ne sont pas suffisantes : il y a maintenant une dimension nationale et un développement rassemblements locaux, le minimum serait un préavis national de grève de la FSU.

- le protocole dans l'enseignement supérieur : d'accord avec Jack Lefebvre (tendance URIS), s'il y a signature de ce protocole par la FSU alors qu'est maintenu l'articulation de ce texte avec la loi LPPR, ça préjugera ce qui risque de se passer sur le "Grenelle" (attaques sur les statuts, enseignements "mixte" sur les missions, etc). Le signer ne serait pas un élément de remobilisation.

Sur les sans-papiers : d'accord avec G.Bekthari sur l'importance de ce sujet, il y a un enjeu qui justifie la présence de l'exécutif national le 17 octobre lors de la manif à Paris.